

Etat A, Chap. 31-01 : *Son amendement indicatif (Corps d'inspecteurs)* (p. 1219, 1226) ; le retire (p. 1226) ; *Vote sur l'amendement indicatif de M. Pradeau (Agents administratifs et agents spéciaux)* (p. 1230) ; Chap. 31-11 : *Son amendement indicatif (Neutralité des secrétaires départementaux, centre des paraplégiques, attribution de l'Hôtel des Invalides)* (p. 1236, 1237, 1239) ; Chap. 31-21 : *Son amendement indicatif (Moyens des services extérieurs, les retards)* (p. 1240, 1241) ; le retire (p. 1242) ; Chap. 31-22 : *Transfert des corps* (p. 1243) ; Chap. 34-12 : *Son amendement indicatif (Institution nationale des Invalides)* (p. 1244) ; Chap. 34-21 : *Camions ateliers pour les mutilés d'Afrique* (p. 1244, 1245) ; Chap. 34-23 : *Son amendement indicatif (Cimetières et ossuaires)* (p. 1247) ; Chap. 34-24 : *Son amendement indicatif (Regroupement de tombes, transferts de corps)* (p. 1250) ; *Vote sur les amendements* (p. 1250) ; *Rapatriement des corps des soldats d'Indochine* (p. 1251) ; Chap. 41-91 : *Fêtes commémoratives du dixième anniversaire de la libération et de l'anniversaire de la bataille de la Marne* [10 mars 1955] (p. 1282, 1283) ; Chap. 46-03 : *Son amendement indicatif (Remboursement à la S. N. C. F., octroi de réductions aux anciens combattants des territoires d'outre-mer)* (p. 1285, 1286) ; le retire (p. 1286) ; Chap. 46-22 : *Son amendement indicatif (Valeur du point indiciaire des pensions)* (p. 1298, 1299) ; Chap. 46-23 : *Application du rapport constant entre l'augmentation des traitements des fonctionnaires et celle des pensions d'invalidité* (p. 1301, 1307) ; Chap. 46-25 : *Amendement indicatif de M. Guislain (Allocations spéciales aux impotents)* [11 mars 1955] (p. 1328) ; Chap. 46-28 : *Son amendement (Appareillage des mutilés)* (p. 1332) ; le retire (p. 1339) ; Art. 10 : *Son amendement (Droit des veuves de guerre à l'allocation spéciale)* (p. 1356) ; le retire (p. 1357) ; *Son article additionnel (Intégration des agents des cadres temporaires du Ministère et de l'Office national des anciens combattants)* (p. 1358, 1359) ; le retire (p. 1360) ; *Articles additionnels relatifs à l'application de la présomption d'origine aux hommes du contingent* (p. 1362) ; *Son article additionnel (Allocation de grand mutilé afférente à la désarticulation de la hanche, aux amputés d'un membre inférieur)* (p. 1364, 1365) ; *Son article additionnel (Prise en considération dans le calcul de l'ancienneté du temps passé en détention ou déportation)* (p. 1367) ; *Article*

*additionnel de M. Fourné (Paiement du reliquat du solde dû aux anciens prisonniers)* (p. 1370) ; *Ses explications de vote* (p. 1378) ; — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES FINANCES, DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES ET DU PLAN pour 1955, I. CHARGES COMMUNES : *Motion préjudicielle discutée lors du débat du budget des Anciens combattants* [1<sup>er</sup> février 1955] (p. 565) ; — d'une proposition de loi relative à la désignation des personnes contraintes au travail en pays ennemi : *Ses explications de vote (Union de toutes les victimes de la guerre)* [3 mars 1955] (p. 1052). — Est entendu sur le procès-verbal de la séance précédente : *Application de l'article premier de la loi de finances aux propositions relatives à la création d'adjoints techniques des eaux et forêts et au régime de retraites dans les mines* [11 octobre 1955] (p. 4999, 5000). — Prend part à la discussion d'interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance* [28 octobre 1955] (p. 5343). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents : *Respect de la journée de la Toussaint* [28 octobre 1955] (p. 5350).

**DEVINAT (M. Paul)**, Député de Saône-et-Loire (R. R. S.).

*Secrétaire d'Etat aux Travaux publics  
et à l'Aviation civile*

(Cabinet LANIEL)

du 2 juillet 1953 au 19 juin 1954.

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5902). = Est nommé membre : de la Commission des territoires d'outre-mer [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [29 juin 1954] (**F. n° 403**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**) ; de la Commission des affaires étrangères [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [29 juillet 1955] (**F. n° 559**). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie : de la Sous-Commission chargée de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des fonds affectés à la défense nationale [21 septembre 1951] (**F. n° 46**), [3 février 1953] (**F. n° 226**) ; de la Commission de coordination pour l'étude des questions relatives à la Commission européenne du

charbon et de l'acier [30 juillet 1954] (F. n° 416), [2 février 1955] (F. n° 492); en qualité de membre suppléant de la Commission de coordination pour l'examen des problèmes intéressant les Etats associés d'Indochine [1<sup>er</sup> février 1955] (F. n° 491); en qualité de membre titulaire [10 mars 1955] (F. n° 505). — Est désigné par la Commission des territoires d'outre-mer pour faire partie de la Commission de coordination de l'énergie atomique et des recherches nucléaires [10 mars 1955] (F. n° 505).

### Dépôts :

Le 20 novembre 1951, une proposition de résolution tendant à adresser à la nation italienne le témoignage de la sympathie de l'Assemblée Nationale, à l'occasion du récent désastre causé par les inondations, n° 1634. — Le 22 janvier 1952, une proposition de loi tendant à permettre aux Français résidant au Maroc et en Tunisie d'avoir un domicile électoral à Paris et d'y voter par correspondance, n° 2445. — Le 13 mars 1952, une proposition de loi tendant à fixer le mode d'élection des membres du Conseil de la République représentant les citoyens français résidant en Tunisie, n° 2909. — Le 20 décembre 1954, un avis au nom de la Commission des territoires d'outre-mer sur le projet de loi (n° 9432) tendant à autoriser le Président de la République à ratifier : 1° le Protocole modifiant et complétant le Traité de Bruxelles signé à Paris le 23 octobre 1954 et les protocoles rattachés relatifs aux forces des puissances de l'Union de l'Europe occidentale, au contrôle des armements et à l'agence de contrôle des armements; 2° le Protocole d'accession de la République fédérale d'Allemagne au Traité de l'Atlantique-Nord signé à Paris le 23 octobre 1954; 3° le Protocole sur la cessation du régime d'occupation dans la République fédérale d'Allemagne signé à Paris le 23 octobre 1954 et ses cinq annexes, protocole mettant en vigueur, compte tenu de certains amendements, la Convention sur les relations entre les trois puissances et la République fédérale, les conventions rattachées et les lettres annexes signées à Bonn le 26 mai 1952; 4° la Convention relative à la présence des troupes étrangères sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne signée à Paris le 23 octobre 1954, n° 9775.

### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif au redressement financier de la Sécurité sociale; Art. 5 : *Son amendement tendant à accorder la remise aux sociétés en liquidation ou en faillite* [30 août 1951] (p. 6622). — Est entendu sur une communication du Gouvernement sur sa politique extérieure : *Ses observations sur le traité de paix japonais, le problème indochinois* [30 août 1951] (p. 6662, 6663). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits sur l'exercice 1951; EDUCATION NATIONALE, Subventions à l'enseignement libre; Art. 1<sup>er</sup> : *Sa demande de suspension de séance* [3 septembre 1951] (p. 6795); — d'une proposition de loi instituant un COMPTE SPÉCIAL DU TRÉSOR (Allocations aux parents d'élèves); Art. 1<sup>er</sup> : *Demande de suspension de séance de M. A. Marie* [7 septembre 1951] (p. 7039); — d'une proposition de loi instituant l'échelle mobile des salaires : *Son amendement tendant à faire fixer un budget type par la Commission supérieure des conventions collectives servant à la détermination du salaire minimum vital* [19 septembre 1951] (p. 7488, 7489); Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à faire chiffrer le budget-type par l'Institut national de la statistique* [20 septembre 1951] (p. 7507); *Son amendement tendant à maintenir la législation existante concernant la fixation du salaire minimum garanti* (p. 7509); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Dangers d'inflation résultant de l'échelle mobile)* (p. 7525); — du projet de loi relatif aux assemblées locales des territoires d'outre-mer; Art. 2 : *Son sous-amendement tendant à augmenter le nombre des représentants du 1<sup>er</sup> collège en Côte-d'Ivoire* [23 novembre 1951] (p. 8410); — du projet de loi relatif à la composition et à la formation du conseil général de la Nouvelle-Calédonie; Art. 2 : *Son amendement tendant à permettre le panachage et le vote préférentiel* [30 novembre 1951] (p. 8694); — du projet de loi portant ratification du traité instituant une communauté européenne du charbon et de l'acier; Art. 2 : *Amendement de M. Bardoux tendant à obtenir des améliorations des clauses concernant la cour de justice, le comité consultatif et la haute autorité* [11 décembre 1951] (p. 9026); *Son amendement tendant à négocier des avenants aux dispositions transitoires (Sort des mines du Centre)* (p. 9028); le retire (ibid.); — d'un projet

de loi relatif aux dépenses de fonctionnement et d'équipement des services militaires en 1952; Chap. 95-01 : *Ses explications de vote sur l'ensemble* [29 décembre 1951] (p. 10096, 10097); — du projet de loi relatif aux assemblées locales dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République; Art. 2 : *Son amendement tendant à supprimer le collège unique dans l'Assemblée du Togo* [25 janvier 1952] (p. 359, 362); *Ses explications de vote sur l'ensemble (Collège unique au Togo)* (p. 393, 394); — du projet de loi relatif aux variations du salaire minimum interprofessionnel garanti : *Ses explications de vote sur la question de confiance (Hostilité des radicaux à l'échelle mobile)* [7 février 1952] (p. 514); — d'interpellations sur l'armée européenne et le réarmement allemand : *Discussion générale (Le réarmement allemand nécessité par la situation internationale, la contribution française à l'armée européenne)* [12 février 1952] (p. 635 et suiv.). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents : *Discussion du projet financier avant celui relatif à l'échelle mobile des salaires* [12 février 1952] (p. 638). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ouverture de crédits provisionnels pour les services de la Défense nationale; Art. 12 : *Son amendement tendant à rétablir l'article relatif à l'aliénation des immeubles domaniaux* [28 février 1952] (p. 1110); — du projet de loi relatif au contrôle des ententes professionnelles; Art. 14 : *Son amendement tendant à recruter les juges du tribunal des ententes parmi les Conseillers d'Etat* [10 juillet 1952] (p. 3784); — du projet de loi instituant un Code du travail dans les territoires d'outre-mer, amendé par le Conseil de la République : *Discussion générale* [6 novembre 1952] (p. 4800 et suiv.); Art. 38 : *Amendement de M. Caillavet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République relatif aux modalités de résiliation d'un contrat* [22 novembre 1952] (p. 5484); Art. 88 : *Amendement de M. Caillavet tendant à définir la famille du travailleur en la limitant à la femme et aux enfants* (p. 5496); Art. 90 : *Son amendement relatif à la prime de dépaysement* (p. 5497); Art. 144 : *Amendement de M. Silvandre tendant à reprendre le texte de l'Assemblée Nationale relatif à l'organisation de l'inspection du travail de la France d'outre-mer* (p. 5527); Art. 148 bis : *Amendement de M. Silvandre tendant à supprimer l'article interdisant aux inspecteurs du travail de posséder*

*des intérêts dans les entreprises sous leur contrôle* (p. 5529); Art. 227 : *Amendement de M. Caillavet tendant à supprimer l'article prévoyant des arrêtés fixant le régime des prestations familiales dans les territoires d'outre-mer* (p. 5546, 5547). — Dépose une demande d'interpellation sur le développement de la situation militaire et de la situation politique en Indochine [20 mars 1953] (p. 2090). — Est nommé Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et à l'Aviation civile (Cabinet Laniel) [28 juin 1953] (J. O. du 28 juin 1953, p. 5770).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux dépenses des Ministères (exercice 1954); AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE, Etat A, Chap. 3101 : *Administration centrale (Commandes à l'industrie aéronautique)* [14 novembre 1953] (p. 5147); Chap. 3452 : *Demande de disjonction de M. Bouret du chapitre relatif au matériel de la météorologie nationale (Insuffisance des crédits pour la sécurité aérienne)* (p. 5149); Chap. 3453 : *Demande de disjonction du chapitre relatif aux navires météorologiques, présentée par M. Bouret (Frégates de l'Atlantique Nord à maintenir)* (p. 5150); Chap. 3472 : *Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour l'aviation légère et sportive (Entretien des avions des aéroclubs)* (p. 5151); Chap. 4394 : *Amendement de M. Noël tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Personnel en service au Fezzan)* (p. 5151); *Amendements de MM. Barthélemy, Couston et Chupin tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions diverses (Détaxation de l'essence des aéroclubs)* (p. 5152); Chap. 4581 : *Amendements de MM. Midol et Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions aux transports aériens (Résultats financiers d'Air-France, commandes d'avions français)* (p. 5159); Chap. 5324 : *Etudes de prototypes (Mise en application de la loi-programme de 1950)* (p. 5160); Chap. 6320 : *Subventions pour achat d'avions (Fabrication des appareils Bréguet)* (p. 5161, 5162); Chap. 6670 : *Amendement de M. Couston tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour subventions à l'aviation légère et sportive (Achat de matériel par les aéroclubs)* (p. 5163); TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME, amendé par le Conseil de la République; Etat A, Chap. 3101 : *Amendement de M. Sérafini tendant à reprendre*

le chiffre du Conseil de la République (*Création d'un poste de directeur de l'Administration générale*) [14 décembre 1953] (p. 6779); Chap. 4391 : *Sa demande de rétablissement des crédits pour subventions diverses (Subventions à la Fédération nationale aéronautique)* (p. 6780); Etat B, Chap. 5390 : *Equipement des aéroports et routes aériennes (Statut du personnel d'Orly)* (p. 6781); *Groupement des services de l'aviation civile* (p. 6781). — Donne sa démission de *Secrétaire d'Etat aux Travaux publics et à l'aviation civile* (Cabinet Laniel) [12 juin 1954] (séance du 17 juin 1954, p. 2992). — Cesse d'expédier les affaires courantes [19 juin 1954] (*J. O.* du 20 juin 1954, p. 5843).

#### En qualité de Député :

Prend part à la discussion : des interpellations sur la Tunisie et le Maroc : *Réformes nécessaires au Maroc (Sociales pour les masses, institutionnelles pour les élites nouvelles), interventions étrangères inadmissibles, témoignages de l'amitié franco-marocaine* [27 août 1954] (p. 4324); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES TRANSPORTS ET DU TOURISME (III. — AVIATION CIVILE ET COMMERCIALE) pour l'exercice 1955 : *Attribution de primes de technicité à une partie du personnel* [17 novembre 1954] (p. 5137); Etat A, Chap. 31-01 : *Importance de l'aviation civile dans les territoires d'outre-mer, construction aéronautique, apprentissage de pilotes des élèves de l'Ecole de la France d'outre-mer, problème d'Air-France, coordination entre l'aviation et la marine marchande, accident du mont Cemet* (p. 5144 et suiv.); *Son amendement (Maintien du poste d'attaché à l'aviation civile)* (p. 5147); *le retire* (p. 5148); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DE LA FRANCE D'OUTRE-MER pour 1955; Etat B, Chap. 68-20 : *Subvention au fonds commun de la recherche scientifique et technique outre-mer (Centre technique forestier tropical)* [16 décembre 1954] (p. 6461); *Déroulement du débat* (p. 6465); — du projet de loi relatif aux dépenses du MINISTÈRE DES ETATS ASSOCIÉS pour 1955, en qualité de *Rapporteur pour avis : Mission culturelle et économique de la France* [17 décembre 1954] (p. 6507), [18 décembre 1954] (p. 6548); Etat A, Chap. 37-94 : *Son amendement (Garanties aux entreprises françaises restant dans le Nord Viet Nam, évacuation et transfert des populations)* (p. 6564); *le retire*

(p. 6565); — des projets de loi portant ratification des Accords de Paris, en qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission des T. O. M. : Supériorité des Accords sur la C. E. D. (Non-discrimination entre la métropole et l'outre-mer, comme entre France et Grande-Bretagne, unité maintenue de l'armée française); Conditions acceptables pour une association positive des T. O. M. à l'Europe future (Pas de « colonialisme européen »); Inquiétudes touchant l'admission aux T. O. M. de travailleurs italiens et d'investissements industriels allemands (Communiqué du 23 octobre); Avis favorable, quoique avec « majorité réduite »* [21 décembre 1954] (p. 6682, 6683); — du projet de loi portant ratification des conventions franco-tunisiennes : *Ses explications de vote (Solution libérale du problème tunisien)* [8 juillet 1955] (p. 3760); — en troisième lecture, du projet de loi relatif au renouvellement de l'Assemblée Nationale : *Son contre-projet tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (Scrutin d'arrondissement à deux tours)* [16 novembre 1955] (p. 5765). = S'excuse de son absence [28 mars 1952] (p. 1607), [6 juillet 1954] (p. 3204), [3 décembre 1954] (p. 5740). = Obtient des congés [28 mars 1952] (p. 1607), [6 juillet 1954] (p. 3204), [3 décembre 1954] (p. 5740).

**DEZARNAULDS (M. Pierre)**, Député du Loiret (R. R. S.).

Son élection est validée [6 juillet 1951] (p. 5901). = Est nommé membre de la Commission de l'intérieur [17 juillet 1951] (**F. n° 5**), [20 janvier 1953] (**F. n° 216**), [19 janvier 1954] (**F. n° 341**), [18 janvier 1955] (**F. n° 482**).

#### Dépôts :

Le 3 septembre 1951, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur la proposition de résolution (n° 83) de M. Pierre Chevallier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires à la non-reconduction du décret du 11 septembre 1931 déclarant d'utilité publique le projet d'adduction des eaux du Val de Loire à la ville de Paris, n° 956. — Le 25 mars 1952, une proposition de loi tendant à modifier la loi du 10 août 1871 relative aux Conseils généraux.